Rapport 2022-DFIN-45 20 décembre 2022

—

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2021-GC-163 Thierry Steiert/Olivier Flechtner – Contrôler davantage les risques de fraude

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport faisant suite au postulat 2021-GC-163 Thierry Steiert et Olivier Flechtner, transmis au Conseil d'Etat le 3 novembre 2021, demandant la réalisation d'un examen complet des ressources étatiques (EPT) mises à la disposition des services compétents en matière de contrôles à effectuer pour lutter contre la fraude dans le domaines des assurances sociales (AI et chômage) et de l'aide sociale, dans celui de la loi sur le travail, des conventions collectives et des normes de sécurité, ainsi que dans le domaine fiscal. Selon les auteurs du postulat, les données devront permettre une comparaison avec la situation prévalant dans les cantons voisins.

Le présent rapport est articulé en trois chapitres, consacrés respectivement au domaine social, à celui de la législation sur le travail et au domaine fiscal. Chaque chapitre fait état de la situation dans le canton de Fribourg ainsi que, lorsque les données ont pu être récoltées[1], de celle qui prévaut dans les cantons romands voisins, y compris le canton de Berne et le Tessin.

1. Domaine social

1.1. Situation dans le canton de Fribourg

Assurance-invalidité

Le domaine de l'assurance-invalidité (AI) est entièrement financé par la Confédération. Dès lors, l'Etat de Fribourg n'alloue aucune ressource à la lutte contre la fraude à l'assurance-invalidité.

Cela dit, les collaborateurs et collaboratrices de l'établissement cantonal des assurances sociales (ECAS) exercent presque tous dans leurs activités professionnelles ordinaires des tâches relevant de la lutte contre la fraude. Ils examinent scrupuleusement chaque demande de prestations en se procurant les renseignements nécessaires (auprès des médecins, employeurs/euses, assurances, etc.) et en sollicitant les divers spécialistes internes (médecins des Services médicaux régionaux, juristes, spécialistes en réinsertion professionnelle, etc.). L'Office AI peut également mandater des expertises médicales. En cas de soupçon d'abus, la situation est suivie par une cellule pluridisciplinaire qui activera au cas par cas les mesures adéquates (par ex. confrontation ou mandat d'observation).

Au vu de la procédure d'instruction appliquée dans le domaine de l'AI, il n'est pas possible d'estimer un montant ou un nombre d'EPT, objectivement corrects, spécifiquement dédiés à la lutte contre les cas de fraude.

Aide sociale

L'octroi de prestations adaptées à chaque cas particulier, correspondant à la fois aux objectifs de l'aide sociale et aux besoins de la personne concernée, doit se fonder sur un examen systématique de la situation économique, personnelle et sociale du demandeur ou de la demandeuse. Le respect du principe de subsidiarité implique un contrôle rigoureux par les professionnel-le-s œuvrant dans le dispositif d'aide sociale afin, notamment, de garantir le principe d'individualisation de l'aide ainsi que de prévenir ou détecter d'éventuels abus ou fraudes.

Conformément à l'article 22 al. 3 de la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (LASoc), la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) a établi un concept sur le dispositif de prévention et de contrôle des abus dans l'aide sociale[2]. Celui-ci fixe le cadre de la mise en œuvre des travaux d'inspection (art. 21b LASoc), à savoir les procédures et processus relatifs aux moyens de contrôle définis par la loi. Il y est renvoyé pour des informations plus détaillées.

Concrètement, le principal instrument de lutte contre les abus est l'inspection. Dans le canton de Fribourg, un EPT est consacré à la lutte contre la fraude dans le domaine de l'aide sociale. Ce poste est occupé par deux inspecteurs ou inspectrices à 50%. Ceux-ci peuvent être alertés notamment par les services sociaux régionaux, en cas de suspicion à propos d'un ou d'une bénéficiaire. Sur mandat, les inspecteurs ou

[1] Une demande de renseignements a été adressée par courrier électronique aux services du personnel des cantons de Berne, de Genève, du Jura, de Neuchâtel, du Tessin, de Vaud et du Valais. Les cantons de Vaud et du Jura n'ont pas répondu. Les réponses données par les autres cantons, parfois partielles, sont reprises dans le présent rapport.

[2] https://www.fr.ch/sites/default/files/2018–10/f0_risoc_concept.pdf; les annexes sont accessibles sous: https://www.fr.ch/vie-quotidienne/integration-et-coordination-sociale/inspection-et-revision-dans-laide-sociale.

inspectrices mènent alors des travaux d'inspection sur les dossiers afin de vérifier que les conditions qui déterminent le besoin sont remplies et que les prestations d'aide sociale sont utilisées conformément à leur but. Les informations sont ensuite transmises au service social régional concerné, et cas échéant à la commission sociale pour une éventuelle décision sur l'aide sociale ou son remboursement. En 2021, des inspections ont été effectuées dans 22 situations (23 en 2020).

En ce qui concerne la dotation, il convient ainsi de relever qu'au-delà de l'EPT consacré spécifiquement et uniquement à l'inspection, tout le personnel impliqué dans l'aide sociale, notamment dans les services sociaux régionaux, contribue à déceler d'éventuels abus, notamment par la détection et le signalement de comportements ou éléments suspects. Il n'est pas possible d'estimer le nombre d'EPT que cette charge représente.

Assurance-chômage

L'assurance-chômage est une assurance fédérale, financée par la Confédération, qui en assure également la surveillance. Il est également à noter que quatre caisses de chômage sont actives dans le canton de Fribourg: trois caisses privées ou syndicales et une caisse publique.

En sa qualité de fondateur de la Caisse publique de chômage, l'Etat de Fribourg ne fournit aucun EPT dédié directement ou exclusivement à la lutte contre la fraude à l'assurance-chômage. Cependant, les collaborateurs et collaboratrices des caisses privées et publique exercent des tâches relevant de la lutte contre la fraude.

En particulier, la Caisse publique de chômage suit scrupuleusement les règles édictées par le Secrétariat d'Etat à l'Economie (Seco) et contrôle la conformité de toutes les prestations délivrées via un système de contrôle interne (SCI), auquel s'ajoutent les révisions effectuées par le Seco ainsi qu'une procédure de détection fondée sur la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) et sur la loi sur le travail au noir (LTN).

La Caisse publique de chômage reporte aux autorités compétentes (Seco au niveau fédéral, Service public de l'emploi au niveau cantonal) les cas détectés ou signalés.

1.2. Situation dans les cantons voisins

Les cantons romands (y compris le canton de Berne et le Tessin, mais à l'exception des cantons du Jura et de Vaud) ont fourni les données suivantes concernant les ressources mises à disposition dans les trois domaines évoqués dans la présente subdivision:

Berne

Dans le canton de Berne, les données requises n'ont pas pu être recueillies («*Keine Angabe möglich*»).

Genève

Le canton de Genève donne les précisions suivantes.

Dans le domaine des assurances sociales (AVS et AI), il est «*difficile de parler d'EPT car le contrôle des fraudes est inscrit dans les processus de travail de l'AVS et l'AI. En cas de fraudes suspectées, après analyse du service juridique, une personne suivra les cas AVS et une personne les cas AI*».

Quant à la lutte contre la fraude dans le domaine social, elle est dotée de 7, 2 EPT, répartis de la manière suivante: 5.7 EPT pour les enquêtes approfondies (inspecteurs) et 1.5 EPT pour les contrôles à domicile (contrôleurs).

Jura

Pas de réponse.

Neuchâtel

Le canton de Neuchâtel n'a pas donné de chiffres utilisables. Les personnes responsables ont tenté de faire un inventaire mais «*préfèrent s'abstenir plutôt que de donner des résultats erronés*». Ils indiquent que «*tous les secrétariats des départements ont été sollicités mais cela a généré des discussions sans fin et les retours sont totalement inexploitables. Des services ont quasiment mis tout leur effectif et une bonne partie ont refusé de répondre car les taux n'étaient pas identifiables. Nous n'avons pas moyen d'identifier ces missions qui sont très souvent réparties entre de très nombreux titulaires, et la problématique de la répartition des tâches très différente d'un canton à l'autre rend de plus l'exercice très aléatoire*».

Il est toutefois signalé ici que le canton de Neuchâtel a choisi d'adopter une approche très transversale de la problématique de lutte contre la fraude, qu'elle soit fiscale, liée au travail au noir ou à l'aide sociale. En particulier, le dossier des inspecteurs et inspectrices sociaux est externalisé au service de l'emploi. Le Conseil d'Etat neuchâtelois a élaboré un rapport sur ce programme en 2018, auquel il est renvoyé au surplus[1].

Tessin

La réponse du Tessin est la suivante:

«*En ce qui concerne l'aide sociale, l'inspection sociale est active avec trois personnes qui se consacrent à la vérification d'éventuels abus de prestations sociales.*

[1] https://www.ne.ch/autorites/GC/objets/Documents/Rapports/2018/18020_CE.pdf.

Egalement en ce qui concerne le bureau qui s'occupe de l'assurance invalidité, il y a des personnes qui effectuent des contrôles, mais il est difficile de définir combien de personnes puisqu'elles ne traitent pas seulement de ce sujet.

Pour le domaine de l'assurance chômage, le bureau juridique de la section du travail s'occupe des abus tant au niveau des assurés que des entreprises, et même dans ce cas, il est difficile de quantifier le personnel employé car il s'occupe également d'autres aspects».

Valais

Dans le canton du Valais, la situation est la suivante:

Assurance invalidité: «*le service de lutte contre la fraude dispose de 1.5 EPT*»;

Assurance chômage: «*La section Inspection cantonale de l'emploi et de l'aide sociale du Service de protection des travailleurs et des relations du travail dispose de 10.2 EPT affectés notamment aux contrôles du travail au noir et de l'aide sociale. Par ailleurs, tous les conseillers des offices régionaux de placement (ORP) ont l'obligation de dénoncer le travail au noir s'ils en ont connaissance. Ils ne sont cependant pas eux-mêmes spécifiquement chargés de mener des contrôles».*

Aide sociale: «Cf. ci-dessus (lié aux contrôles de l'assurance chômage)»;

Vaud

Pas de réponse.

2. Législation sur le travail

2.1. Situation dans le canton de Fribourg

Le service public de l'emploi (SPE) compte 8 EPT chargés de veiller au respect de la loi sur le travail et 0.2 EPT à celui des conventions collectives. Ces EPT comprennent d'une part les inspecteurs et inspectrices du travail et d'autre part les inspecteurs et inspectrices de la surveillance du marché du travail (inspecteurs et inspectrices SMT).

Les inspecteurs et inspectrices du travail veillent à une application correcte de la loi sur le travail et des conventions collectives, en particulier des dispositions applicables en matière de protection de la santé et de sécurité au travail ainsi qu'en matière de durée du travail et du repos dans les entreprises. Ils et elles conseillent les employeurs ainsi que les travailleurs.

Les inspecteurs et inspectrices SMT quant à eux organisent et exécutent des contrôles du respect des obligations en matière d'annonce et d'autorisation conformément au droit des assurances sociales, des étrangers et de l'imposition à la source dans tous les secteurs d'activités hormis les secteurs faisant l'objet d'une délégation selon l'article 75 LEMT. Ils et elles collaborent avec les organes de contrôle d'autres autorités ou organisations (inspection du travail, inspection de l'emploi, assurance-chômage (AC), police, asile et état-civil, office AI, différents assureurs, autorité fiscale). Ils et elles sensibilisent et forment différents corps de métiers pour prévenir et lutter contre le travail au noir.

En qualité d'agent de police judiciaire, les inspecteurs et inspectrices SMT effectuent aussi les tâches suivantes: enquêtes sur des infractions de leur propre initiative, sur dénonciation de particuliers ou d'autorités ainsi que sur mandat du Ministère public, réalisation d'auditions conformément aux dispositions du code de procédure pénale suisse, prononcé d'interdiction d'accès à un lieu de travail ou de suspension immédiate de l'activité d'une entreprise, réalisation d'observations de personnes sur leur lieu de travail, assistance de la Police cantonale et du Ministère public dans le cadre de la lutte contre la criminalité, en ce qui concerne la lutte contre le travail au noir. Il s'agit d'un double rôle de prévention et de répression.

2.2. Situation dans les cantons voisins

Les cantons romands (y compris le canton de Berne et le Tessin, mais à l'exception des cantons du Jura et de Vaud) ont fourni les données suivantes concernant les ressources mises à disposition dans le domaine de la législation sur le travail:

Berne

Dans le canton de Berne, les données requises n'ont pas pu être recueillies («*Keine Angabe möglich*»).

Genève

Dans le canton de Genève, «*la loi sur l'inspection et les relations du travail (LIRT – https://www.lexfind.ch/fe/fr/tol/31408/versions/220690/fr) prévoit une clause – unique en Suisse – qui indique que l'Office cantonal de l'inspection du travail (OCIRT) bénéficie d'au moins 1 poste d'inspecteur pour 10 000 salariés du secteur privé, ceci pour effectuer les tâches en matière d'inspection du travail dans le domaine de la santé et sécurité au travail, de contrôle du marché du travail et de contrôle du salaire minimum cantonal (pour les détails voir art. 2, al. 5 LIRT). Comme «inspecteur» au sens de cette disposition il faut entendre les inspectrices et inspecteurs ainsi que les juristes du service de l'inspection du travail. Ce service dispose ainsi, en vertu de la LIRT, actuellement de 25 ETP auxquels s'ajoutent les postes de direction et les postes administratifs, ce nous amène à un total de 41.3 ETP. Les postes en matière de lutte contre le travail au noir ne sont pas compris dans le ratio de postes fixé par la LIRT. L'OCIRT dispose ainsi de 7.7 ETP supplémentaires en matière de lutte contre*

le travail au noir (total des postes, donc inspecteurs, juristes, direction et administration)».

Jura

Pas de réponse.

Neuchâtel

Cf. ci-dessus sous chiffre 1.2.

Tessin

Le canton du Tessin n'a pas fourni de données concernant le domaine de la lutte contre la fraude dans le domaine de la législation sur le travail.

Valais

Dans le canton du Valais, «*La section Inspection du travail du Service de protection des travailleurs et des relations du travail dispose de 5.7 EPT*». Cette indication a spécialement été mentionnée en lien avec la lutte contre la fraude dans le domaine de la législation sur le travail.

Pour rappel, dans le domaine de l'assurance chômage, le canton du Valais a précisé que «*la section Inspection cantonale de l'emploi et de l'aide sociale du Service de protection des travailleurs et des relations du travail dispose de 10.2 EPT affectés notamment aux contrôles du travail au noir et de l'aide sociale. Par ailleurs, tous les conseillers des offices régionaux de placement (ORP) ont l'obligation de dénoncer le travail au noir s'ils en ont connaissance. Ils ne sont cependant pas eux-mêmes spécifiquement chargés de mener des contrôles*» (cf. ci-dessus ch. 1.2).

Vaud

Pas de réponse.

3. Domaine fiscal

3.1. Situation dans le canton de Fribourg

En ce qui concerne les soustractions et fraudes fiscales, les auteurs du postulat évoquent que, selon un rapport national rendu en 2012, ce ne serait pas moins de 18 milliards de francs de recettes fiscales qui échapperaient au Service cantonal des contributions (SCC). Le montant articulé dans ledit rapport concerne toutefois l'ensemble de la Suisse et non le seul canton de Fribourg. Dans ce contexte, il est intéressant de relever que depuis l'entrée en vigueur de la dénonciation spontanée non punissable en 2010, ce ne sont pas moins de 1591 millions de francs d'avoirs non déclarés qui ont été annoncés au SCC. Les annonces ont connu un succès particulier avant l'introduction de l'échange automatique de renseignements dès 2018. Depuis l'entrée en vigueur de l'échange automatique de renseignements, le nombre de dénonciations spontanées à sensiblement diminué. Le Secteur de l'inspection fiscale vérifie en revanche dans l'intervalle les annonces communiquées annuellement par l'Administration fédérale des contributions dans le cadre de l'échange automatique de renseignement.

Le rapport demande un examen complet des ressources affectées à la soustraction et à la fraude fiscale dans le canton de Fribourg. Compte tenu de l'organisation et des processus internes au SCC, un tel recensement n'est pas réalisable. Cela étant, les informations qui suivent reflètent néanmoins les procédures et mesures prises par le SCC dans le domaine de la lutte contre les cas de fraude.

Le SCC est doté d'un Secteur de l'inspection fiscale et des remises d'impôt, chargé des rappels d'impôt, de l'instruction et du jugement des cas de tentatives et de soustraction d'impôt (4.9 EPT). A noter que le traitement des fraudes fiscales incombe en revanche au Ministère public.

Il serait toutefois réducteur de considérer que les contrôles ne sont effectués que par ledit secteur. La lutte contre la soustraction et la fraude fiscale implique la collaboration entre les différents secteurs du SCC. Durant la procédure de taxation, le rôle de taxateurs et taxatrices est primordial et consiste déjà à évaluer la plausibilité des éléments déclarés. En cas de doute, le ou la contribuable est interpellé-e. En cas d'incohérence, des calculs d'évolution de fortune sont effectués et les revenus «manquants» peuvent être ajoutés. Sur certains points de la déclaration (état de la fortune mobilière, frais d'entretien d'immeubles), les taxateurs et taxatrices peuvent également obtenir le soutien des secteurs ad hoc. Le secteur Estimation des immeubles dispose de spécialistes en construction et en estimation immobilière qui sont en mesure, sur la base des factures et plans transmis d'évaluer la nature des travaux entrepris. Dans le cadre de son activité, il arrive ainsi que ce secteur identifie des cas de tentative de soustraction fiscale (voir l'arrêt du TC 604 2021 17). En tout, ce sont 71 EPT qui sont en charge de la procédure de taxation de plus de 180 000 contribuables (personnes physiques – hors indépendants), ce nombre de 180 000 étant en continuelle augmentation. Dès lors que les contribuables attendent que les travaux de taxation d'une période fiscale ne dépassent pas 13 mois cette augmentation constante met les secteurs de taxation sous pression. A relever dans ce contexte que, sur proposition de la Direction des finances, un EPT de taxateur a été octroyé au budget 2023 du SCC.

Les réviseurs chargé-e-s de la taxation des indépendants (22 EPT) procèdent de la même façon; en outre, lorsque la comptabilité ne paraît pas probante, ils ou elles ont la possibilité de rendre une taxation d'office sur la base des moyennes constatés dans la branche professionnelle considérée. Les

réviseur-e-s des personnes morales (16 EPT) examinent dans le cadre des travaux de taxations les comptes des entreprises et procèdent aux reprises nécessaires (notamment prestations appréciables en argent, charges non justifiées par l'usage commercial. Les réviseur-e-s peuvent également procéder aux contrôles sur place. Pour ces deux secteurs, ce sont 22, respectivement 16 réviseur-e-s qui se chargent de la taxation de 14 000 indépendant-e-s et environ 15 600 personnes morales.

On relèvera dans ce contexte qu'outre le personnel, des systèmes d'informations performants permettent de soutenir les taxateurs et taxatrices dans leurs travaux quotidiens. Plusieurs projets d'envergure pour le SCC permettraient de garantir la compétitivité du SCC malgré l'augmentation constante du nombre de contribuables. Le logiciel utilisé pour la taxation des personnes physiques est en cours de refonte afin d'optimiser les processus et d'offrir des fonctionnalités modernes aux taxateurs et taxatrices. Le registre fiscal des contribuables est obsolète et doit être entièrement refondu. A ce stade, une mise à jour technologique est prévue. Dès que les moyens financiers le permettront il est prévu d'améliorer les fonctionnalités du registre, de manière à le moderniser et à le rendre compatibles avec les développements en cours et les exigences futures. La taxation automatique et semi-automatique permettra aux taxateurs et taxatrices de se concentrer sur les code-éléments problématiques et/ou compliqués de la déclaration d'impôt. Pour ce faire, le logiciel identifie sur la base d'une analyse des risques les codes qui doivent faire l'objet d'un contrôle manuel. Une attribution automatisée des dossiers par complexité permettrait aussi d'attribuer les dossiers aux taxatrices et taxateurs chevronné-e-s. Ils ou elles traiteraient alors moins de déclarations d'impôt mais disposeraient de plus de temps pour chaque dossier. L'amorce ou le développement de ces projets dépend toutefois des budgets informatiques alloués.

3.2. Situation dans les cantons voisins

Berne

Le canton de Berne taxe 623 900 contribuables personnes physiques[1]. Il indique que la totalité du personnel du service compétent veille, dans un sens large, à prévenir les risques de fraude, dans le cadre de l'activité ordinaire du service. Plus spécialement, 15 EPT sont spécifiquement affectées à la lutte contre la fraude (enquêtes, procédures et dénonciations à l'autorité de poursuite pénale).

Genève

A Genève, l'Administration fiscale taxe 318 900 contribuables personnes physiques assujetties de manière limité et illimitée, soit une fois et demie plus de contribuables qu'à Fribourg. Les recettes fiscales pour les personnes physiques génèrent toutefois une cote d'impôt quatre fois plus importante qu'à Fribourg (4,847 milliards à GE vs 1,033 milliard à FR)[2]. 41.5 EPT sont consacrés à la lutte contre la fraude dans le domaine fiscal: *«le service du contrôle, qui agit sur dénonciation d'autorités ou de particuliers, comprend 31.5 ETP», «le service du contrôle externe, qui s'apparente à un service d'audit externe auprès d'entreprises, comprend 7 ETP[3]» et «le service de la régularisation, qui s'occupe de traiter des cas de dénonciations spontanées, 3 ETP gèrent les cas de rappel et soustraction en lien avec les informations provenant de l'échange automatique d'informations».*

Jura

Pas de réponse.

Neuchâtel

Cf. ci-dessus sous chiffre 1.2.

Tessin

Le canton du Tessin n'a pas fourni de données concernant le domaine de la lutte contre la fraude dans le domaine fiscal.

Valais

Le canton du Valais indique uniquement de manière générale que le *«Service cantonal des contributions dispose d'un effectif total de 180.3 EPT en 2022 et qu'une partie des activités de ce service est liée à la lutte contre la fraude».*

Vaud

Pas de réponse.

4. Conclusion

Le Conseil d'Etat constate qu'il est très difficile d'identifier et d'isoler de manière objective et concrète les EPT qui sont spécialement affectés à la lutte contre la fraude dans les domaines mentionnés par les auteurs du postulat, dès lors que les travaux visant à la lutte sont en majorité effectués par des collaborateurs et collaboratrices dont cette activité ne constitue qu'une partie du cahier des charges.

Par ailleurs, compte tenu de l'organisation très différente d'un canton à l'autre, il n'est pas possible de procéder à une comparaison pertinente entre les cantons. De plus, l'appréciation des ressources affectées à la lutte contre la fraude par les différents cantons doit être faite avec une grande retenue,

[1] Impôts Easy – Home – impots-easy.ch (steuern-easy.ch) (chiffres 2020 et 2021).

[2] Impôts Easy – Home – impots-easy.ch (steuern-easy.ch) (chiffres 2020 et 2021).

[3] Comparable au travail des réviseur-e-s engagé-e-s auprès des secteurs Indépendants et Personnes morales du SCC.

eu égard notamment de la nécessité de mettre les résultats en relation avec la population de chaque canton (nombre de contribuables) ou du nombre de dossiers traités par les personnes concernés.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.

Bericht 2022-DFIN-45 20. Dezember 2022

—

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2021-GC-163 Thierry Steiert/Olivier Flechtner – Verstärkte Kontrollen von Betrugsrisiken

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht, mit welchem dem am 3. November 2021 an den Staatsrat überwiesenen Postulat 2021-GC-163 Thierry Steiert und Olivier Flechtner Folge geleistet wird. Dieses Postulat fordert eine umfassende Überprüfung der staatlichen Ressourcen (VZÄ), die den zuständigen Stellen für Kontrollen zur Betrugsbekämpfung im Bereich der Sozialversicherungen (IV und Arbeitslosenversicherung) und der Sozialhilfe, des Arbeitsgesetzes, der Gesamtarbeitsverträge und der Sicherheitsnormen sowie im Steuerwesen zur Verfügung stehen. Nach den Verfassern des Postulats sollen die Daten einen Vergleich mit den Nachbarkantonen ermöglichen.

Der vorliegende Bericht ist in die drei Kapitel Sozialwesen, Arbeitsrecht und Steuerwesen gegliedert. Jedes Kapitel enthält eine Bestandesaufnahme für den Kanton Freiburg und, sofern die Datenlage es erlaubt[1], einen Überblick über die Situation in den Nachbarkantonen, einschliesslich der Kantone Bern und Tessin.

1. Sozialwesen

1.1. Kanton Freiburg

Invalidenversicherung

Der Bereich der Invalidenversicherung (IV) wird vollständig vom Bund finanziert. Daher stellt der Staat Freiburg keine Ressourcen für die Betrugsbekämpfung im Bereich der Invalidenversicherung zur Verfügung.

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Kantonalen Sozialversicherungsanstalt (KSVA) nehmen jedoch praktisch alle im Rahmen ihrer ordentlichen Berufstätigkeit Aufgaben in Zusammenhang mit der Betrugsbekämpfung wahr. Sie prüfen jeden Leistungsantrag sorgfältig, wobei sie die notwendigen Informationen (von der Ärzteschaft, der Arbeitgeberschaft, den Versicherungen usw.) einholen und die verschiedenen internen Fachleute (Ärztinnen und Ärzte der regionalen ärztlichen Dienste, Juristinnen und Juristen, Spezialistinnen und Spezialisten der beruflichen Eingliederung usw.) hinzuziehen. Die IV-Stelle kann auch medizinische Gutachten in Auftrag geben. Bei Verdacht auf Missbrauch wird eine fachübergreifende Einheit beigezogen, die von Fall zu Fall die geeigneten Massnahmen einleitet (z.B. Gegenüberstellung oder Observationsauftrag).

Angesichts des Abklärungsverfahrens im IV-Bereich lassen sich weder ein objektiv korrekter Betrag noch objektiv korrekte VZÄ, die speziell der Betrugsbekämpfung gewidmet sind, schätzen.

Sozialhilfe

Die Gewährung von Leistungen, die jedem einzelnen Fall angepasst sind und sowohl den Zielen der Sozialhilfe im Allgemeinen als auch den Bedürfnissen der betroffenen Person im Besonderen entsprechen, muss auf einer systematischen Abklärung der wirtschaftlichen, persönlichen und sozialen Situation der hilfesuchenden Person beruhen. Die Einhaltung des Grundsatzes der Subsidiarität setzt eine strenge Kontrolle durch die im Sozialhilfesystem tätigen Fachpersonen voraus, damit namentlich der Grundsatz der Individualisierung der Sozialhilfe eingehalten und ein allfälliger Missbrauch oder Betrug verhindert oder erkannt werden kann.

Gemäss Artikel 22 Abs. 3 des Sozialhilfegesetzes vom 14. November 1991 (SHG) hat die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) ein Konzept für das Dispositiv zur Vorbeugung und Kontrolle von Sozialhilfemissbräuchen erstellt[2]. Dieses Konzept gibt den Rahmen vor für die Umsetzung der Revisions- und Inspektionsarbeiten (Art. 21b SHG), das heisst die Verfahren und Prozesse im Zusammenhang mit den im Gesetz festgelegten Kontrollmöglichkeiten. Für Näheres wird auf das Konzept verwiesen.

Konkret ist das Hauptinstrument der Missbrauchsbekämpfung die Inspektion. Im Kanton Freiburg ist ein VZÄ für die Betrugsbekämpfung im Sozialwesen vorgesehen. Diese Stelle wird von zwei Inspektorinnen/Inspektoren zu je 50% besetzt. Diese können insbesondere von den regionalen Sozialdiensten alarmiert werden, wenn ein Verdacht in Bezug auf eine

[1] Die Personalämter der Kantone Bern, Genf, Jura, Neuenburg, Tessin, Waadt und Wallis wurden per E-Mail um entsprechende Auskünfte angefragt. Die Kantone Waadt und Jura haben nicht auf die Anfrage geantwortet. Die (teilweise unvollständigen) Antworten der anderen Kantone sind in diesen Bericht eingeflossen.

[2] https://www.fr.ch/sites/default/files/2018–10/d0_risoc_konzept.pdf; Anhänge: https://www.fr.ch/de/alltag/integration-und-soziale-koordination/vorbeugung-und-kontrolle-von-sozialhilfemissbraeuchen.

Empfängerin oder einen Empfänger besteht. Die Inspektorinnen/Inspektoren führen auf Auftrag die Inspektionen der Dossiers der Sozialhilfeempfängerinnen und -empfänger durch, um zu überprüfen, ob die Voraussetzungen für den Nachweis des Sozialhilfebedarfs erfüllt sind und ob die Sozialhilfeleistungen ihrer Bestimmung gemäss verwendet werden. Die Informationen werden dann an den zuständigen regionalen Sozialdienst und gegebenenfalls die Sozialkommission zur allfälligen Beschlussfassung über die Sozialhilfe oder ihre Rückerstattung weitergeleitet. Im Jahr 2021 wurden in 22 Fällen (23 Fälle im Jahr 2020) Inspektionen durchgeführt.

Was die Stellendotierung betrifft, so tragen neben dem ausdrücklich für die Inspektion vorgesehenen einen VZÄ alle Mitarbeitenden in der Sozialhilfe, insbesondere in den regionalen Sozialdiensten zur Aufdeckung eines allfälligen Missbrauchs bei, indem sie verdächtiges Verhalten oder sonstige verdächtige Umstände erkennen und melden. Die darauf entfallenden VZÄ lassen sich nicht beziffern.

Arbeitslosenversicherung

Die Arbeitslosenversicherung ist eine eidgenössische, vom Bund finanzierte Versicherung, der auch die Aufsicht über sie ausübt. Im Kanton Freiburg gibt es vier Arbeitslosenkassen, drei private oder gewerkschaftliche und eine öffentliche.

Als Begründer der öffentlichen Arbeitslosenkasse stellt der Staat Freiburg keine direkt oder ausschliesslich mit der Betrugsbekämpfung in der Arbeitslosenversicherung beauftragten VZÄ bereit. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der privaten und öffentlichen Kassen nehmen jedoch für die Betrugsbekämpfung relevante Aufgaben wahr.

Insbesondere hält sich die öffentliche Arbeitslosenkasse strikt an die Vorschriften des Staatssekretariats für Wirtschaft (Seco) und kontrolliert die Rechtmässigkeit aller erbrachten Leistungen via ein internes Kontrollsystem (IKS). Die Revisionen des Seco sowie ein auf dem Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG) und dem Gesetz gegen die Schwarzarbeit (BGSA) fussendes Aufdeckungsverfahren ergänzen das Ganze.

Die öffentliche Arbeitslosenkasse meldet die aufgedeckten oder gemeldeten Fälle den zuständigen Behörden (Seco auf Bundesebene, Amt für den Arbeitsmarkt auf kantonaler Ebene).

1.2. Nachbarkantone

Die Westschweizer Kantone (einschliesslich der Kantone Bern und Tessin, aber ohne die Kantone Jura und Waadt) haben folgende Angaben zur den Personalressourcen für die drei Bereiche des Kapitels Sozialwesen gemacht:

Bern

Im Kanton Bern konnten die erfragten Daten nicht erhoben werden («Keine Angabe möglich»).

Genf

Der Kanton Genf macht folgende Angaben:

Im Bereich der Sozialversicherungen (AHV und IV) ist es schwierig, von VZÄ zu sprechen, da die Betrugsbekämpfung in den Arbeitsprozessen der AHV und der IV verankert ist. Bei Betrugsverdacht kümmert sich nach einer Analyse der Rechtsabteilung eine Person um die AHV-Fälle und eine Person um die IV-Fälle.

Die Betrugsbekämpfung in der Sozialhilfe ist mit 7,2 VZÄ dotiert, die sich wie folgt verteilen: 5,7 VZÄ für Inspektionen und 1,5 VZÄ für Hausbesuche (Kontrolleurinnen/Kontrolleure).

Jura

Keine Antwort.

Neuenburg

Der Kanton Neuenburg hat keine brauchbaren Zahlenangaben geliefert. Die verantwortlichen Personen haben zwar versucht, eine Bestandsaufnahme zu machen, es jedoch dann lieber bleiben lassen, statt falsche Ergebnisse zu liefern. Sie geben an, dass alle Departementssekretariate angefragt worden seien, dies jedoch zu endlosen Diskussionen und unbrauchbaren Rückmeldungen geführt habe. Gewisse Ämter hätten praktisch ihr gesamtes Personal angegeben, und ein Grossteil habe sich gegen eine Antwort entschieden, weil die Stellenprozente nicht eruierbar seien. Sie hätten keine Möglichkeit, diese sehr oft auf zahlreiche Stelleninhaber/innen verteilten Aufgaben zu identifizieren, und mit der Problematik der von Kanton zu Kanton ganz unterschiedlichen Aufgabenverteilung werde das Ganze zudem sehr willkürlich.

Hier sei jedoch darauf hingewiesen, dass sich der Kanton Neuenburg für einen sehr bereichsübergreifenden Ansatz bei der Problematik der Betrugsbekämpfung entschieden hat, unabhängig davon, ob es sich um Steuerbetrug, Betrug im Zusammenhang mit Schwarzarbeit oder Sozialhilfe handelt. Insbesondere wurde das Dossier der Sozialinspektorinnen und -inspektoren ans Arbeitsamt ausgelagert. Der Neuenburger Staatsrat hat 2018 einen Bericht zu diesem Programm erstellt, auf den im Übrigen verwiesen wird (nur Französisch)[1].

[1] https://www.ne.ch/autorites/GC/objets/Documents/Rapports/2018/18020_CE.pdf.

Tessin

Der Kanton Tessin teilt mit, dass im Bereich der Sozialhilfe die Sozialinspektion mit drei Personen aktiv ist, die sich mit der Überprüfung von möglichem Missbrauch bei den Sozialhilfeleistungen beschäftigen.

Weiter gibt es auch im Büro, das sich mit der Invalidenversicherung befasst, Personen, die Kontrollen durchführen, aber es ist schwierig zu sagen, wie viele es sind, da sie sich nicht nur damit befassen.

Betreffend die Arbeitslosenversicherung befasst sich das Rechtsbüro des Arbeitsinspektorats mit Missbrauch sowohl auf der Ebene der Versicherten als auch auf der Ebene der Unternehmen, und selbst hier ist es schwierig, das eingesetzte Personal zu quantifizieren, da es sich auch um andere Belange kümmert.

Wallis

Im Kanton Wallis sieht es gemäss den erhaltenen Angaben folgendermassen aus:

Bei der Invalidenversicherung verfügt die Betrugsbekämpfungsstelle über 1,5 VZÄ.

Was die Arbeitslosenversicherung betrifft, so verfügt die der Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse angegliederte kantonale Beschäftigungsinspektion (KBI) über 10,2 VZÄ, die insbesondere für die Kontrolle der Schwarzarbeit und der Sozialhilfe eingesetzt werden. Zudem müssen alle Berater/innen der regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) Schwarzarbeit anzeigen, wenn sie davon Kenntnis erhalten. Sie sind jedoch selbst nicht speziell mit der Durchführung von Kontrollen beauftragt.

Zur Sozialhilfe siehe oben in Verbindung mit den Kontrollen der Arbeitslosenversicherung.

Waadt

Keine Antwort.

2. Arbeitsrecht

2.1. Kanton Freiburg

Das Amt für den Arbeitsmarkt (AMA) verfügt über 8 VZÄ für die Einhaltung des Arbeitsgesetzes und 0,2 VZÄ für die Einhaltung der Gesamtarbeitsverträge. Diese VZÄ umfassen sowohl die Arbeitsinspektorinnen und Arbeitsinspektoren als auch die Inspektorinnen und Inspektoren der Arbeitsmarktüberwachung.

Die Arbeitsinspektorinnen und -inspektoren sorgen für die korrekte Anwendung des Arbeitsgesetzes und der Gesamtarbeitsverträge, insbesondere der geltenden Bestimmungen über Gesundheitsschutz und Sicherheit am Arbeitsplatz sowie über die Arbeits- und Ruhezeiten in den Betrieben. Sie beraten sowohl die Arbeitgeber als auch die Arbeitnehmer/innen.

Die Inspektorinnen und Inspektoren der Arbeitsmarktüberwachung ihrerseits organisieren und führen Kontrollen der Einhaltung der Melde- und Bewilligungspflichten gemäss Sozialversicherungs-, Ausländer- und Quellensteuerrecht in allen Tätigkeitsbereichen durch, ausser in den Bereichen mit einer Delegation der Kontrolltätigkeit gemäss Artikel 75 des Gesetzes über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG). Sie arbeiten mit den Kontrollorganen anderer Behörden oder Organisationen (Arbeitsinspektorat, Arbeitsmarktinspektion, Arbeitslosenversicherung (ALV), Polizei, Asyl- und Zivilstandswesen, IV-Stellen, verschiedenen Versicherern, Steuerbehörden) zusammen. Sie sensibilisieren und schulen verschiedene Berufsgruppen zur Verhinderung und Bekämpfung von Schwarzarbeit.

In ihrer Eigenschaft als Beamtinnen und Beamten der Gerichtspolizei haben die Inspektorinnen und Inspektoren der Arbeitsmarktüberwachung auch folgende Aufgaben: Ermittlungen bei Verstössen aus eigener Initiative, auf Anzeige Dritter oder von Behörden sowie im Auftrag der Staatsanwaltschaft, Durchführen von Einvernahmen gemäss den Bestimmungen der Schweizerischen Strafprozessordnung, Verhängen von Zutrittsverboten zu einem Arbeitsplatz oder sofortige Einstellung der Betriebstätigkeit, Observation von Personen an ihrem Arbeitsplatz, Unterstützung der Kantonspolizei und der Staatsanwaltschaft bei der Verbrechensbekämpfung hinsichtlich der Bekämpfung von Schwarzarbeit. Es handelt sich hierbei um eine Doppelfunktion von Prävention und Repression.

2.2. Nachbarkantone

Die Westschweizer Kantone (einschliesslich der Kantone Bern und Tessin, aber ohne die Kantone Jura und Waadt) haben folgende Angaben zu den Personalressourcen für den Bereich des Arbeitsrechts gemacht:

Bern

Im Kanton Bern konnten die erfragten Daten nicht erhoben werden («Keine Angabe möglich»).

Genf

Nach den Informationen des Kantons Genf enthält dort das Arbeitsinspektionsgesetz (loi sur l'inspection et les relations du travail, LIRT – https://www.lexfind.ch/fe/fr/tol/31408/versions/-220690/fr) eine in der Schweiz einzigartige Klausel,

wonach das Arbeitsinspektorat des Kantons Genf über mindestens eine Inspektorenstelle pro 10 000 Beschäftigte im Privatsektor verfügt, um die Aufgaben der Arbeitsinspektion im Bereich der Gesundheit und Sicherheit am Arbeitsplatz, der Arbeitsmarktkontrolle sowie der Kontrolle des kantonalen Mindestlohns wahrzunehmen (für Einzelheiten wird auf Artikel 2, Abs. 5 LIRT verwiesen). Inspektor/innen im Sinne dieser Bestimmung sind die Inspektorinnen und Inspektoren sowie die Juristinnen und Juristen der Arbeitsinspektion. Diese Dienststelle verfügt gemäss LIRT derzeit über 25 VZÄ, zu denen noch die Stellen für Leitung und Administration hinzukommen, was ein Total von 41,3 VZÄ ergibt. Die Stellen im Bereich der Bekämpfung von Schwarzarbeit fallen nicht unter die gemäss LIRT festgelegte Stellenzahl. Das Genfer Arbeitsinspektorat verfügt über 7,7 zusätzliche VZÄ im Bereich der Bekämpfung von Schwarzarbeit (Total der Stellen, einschl. Inspektorinnen und Inspektoren, Juristinnen und Juristen, Leitung und Verwaltung).

Jura

Keine Antwort.

Neuenburg

Siehe oben unter Ziffer 1.2.

Tessin

Der Kanton Tessin hat keine Daten zur Betrugsbekämpfung im Bereich des Arbeitsrechts geliefert.

Wallis

Im Kanton Wallis verfügt die Abteilung Arbeitsinspektorat der Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse über 5,7 VZÄ. Diese Angabe wurde speziell im Zusammenhang mit der Betrugsbekämpfung im Bereich des Arbeitsrechts gemacht.

So hat ja der Kanton Wallis in Bezug auf die Arbeitslosenversicherung angegeben, dass die der Dienststelle für Arbeitnehmerschutz und Arbeitsverhältnisse angegliederte kantonale Beschäftigungsinspektion (KBI) über 10,2 VZÄ verfügt, die insbesondere für die Kontrolle der Schwarzarbeit und der Sozialhilfe eingesetzt werden. Zudem müssen alle Berater/innen der regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) Schwarzarbeit anzeigen, wenn sie davon Kenntnis erhalten, sind jedoch selbst nicht speziell mit der Durchführung von Kontrollen beauftragt (siehe oben Ziffer 1.2).

Waadt

Keine Antwort.

3. Steuerwesen

3.1. Kanton Freiburg

Betreffend Steuerhinterziehung und Steuerbetrug erwähnen die Postulanten, dass gemäss einem nationalen Bericht aus dem Jahr 2012 der Kantonalen Steuerverwaltung (KSTV) nicht weniger als 18 Milliarden Franken an Steuereinnahmen entgehen. Der in diesem Bericht genannte Betrag bezieht sich jedoch auf die Gesamtschweiz und nicht nur auf den Kanton Freiburg. In diesem Zusammenhang ist es interessant, dass seit dem Inkrafttreten der straflosen Selbstanzeige im Jahr 2010 der KSTV nicht weniger als 1591 Millionen Franken an nicht deklarierten Vermögenswerten gemeldet wurden. Einen Rekord bei den Selbstanzeigen war vor der Einführung des automatischen Informationsaustausches im Jahr 2018 zu verzeichnen. Seit dem Inkrafttreten des automatischen Informationsaustauschs ist die Zahl der Selbstanzeigen deutlich zurückgegangen. Der Sektor Steuerinspektorat überprüft jedoch inzwischen die von der Eidgenössischen Steuerverwaltung im Rahmen des automatischen Informationsaustausches jährlich gemeldeten Selbstanzeigen.

Für den Bericht wird eine umfassende Prüfung der Ressourcen verlangt, die im Kanton Freiburg für Steuerhinterziehung und -betrug eingesetzt werden. Eine solche Bestandsaufnahme ist aufgrund der Organisation und der internen Prozesse der KSTV nicht durchführbar. Mit den folgenden Angaben kann man sich aber dennoch ein Bild über die Verfahren und Massnahmen der KSTV im Bereich der Betrugsbekämpfung machen.

Die KSTV verfügt über einen mit 4,9 VZÄ dotierten Sektor Steuerinspektorat und Steuererlasse, der die Nachsteuern sowie die Untersuchung und Beurteilung von Fällen versuchter Steuerhinterziehung zuständig ist. Für Steuerbetrug ist hingegen die Staatsanwaltschaft zuständig.

Allerdings werden nicht einfach nur vom Steuerinspektorat Kontrollen durchgeführt. Die Bekämpfung von Steuerhinterziehung und -betrug setzt die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Sektoren der KSTV voraus. Während des Veranlagungsverfahrens besteht die vordringliche Aufgabe der Steuereinschätzer/innen darin, bereits die Plausibilität der Angaben in der Steuererklärung zu beurteilen. Im Zweifelsfall wird bei der steuerpflichtigen Person nachgehakt. Bei Unstimmigkeiten werden Berechnungen zur Vermögensentwicklung angestellt und «fehlende» Einkünfte können hinzugefügt werden. Bei bestimmten Punkten der Steuererklärung (Stand des beweglichen Vermögens, Immobilienunterhalt) können die Steuereinschätzer/innen auf die Unterstützung der entsprechenden Sektoren zurückgreifen. Der Sektor Liegenschaftsbewertungen verfügt über Fachleute für Bauwesen und Liegenschaftsbewertungen, die anhand der übermittelten Rechnungen und Pläne die Art der durchgeführten Arbeiten beurteilen können. Es kann vorkommen, dass dieser

Sektor im Rahmen seiner Tätigkeit Fälle von versuchter Steuerhinterziehung feststellt (siehe Urteil des TC 604 2021 17). Insgesamt sind rund 71 VZÄ für das Veranlagungsverfahren von über 180 000 Steuerpflichtigen (natürliche Personen – ohne Selbstständigerwerbende) zuständig, wobei die Zahl der Steuerpflichtigen laufend steigt. Da die Steuerpflichtigen erwarten, dass die Veranlagungsarbeiten für eine Steuerperiode nicht länger als 13 Monate dauern, setzt diese laufende Zunahme die Veranlagungssektoren unter Druck. In diesem Zusammenhang ist zu erwähnen, dass der KSTV auf Antrag der Finanzdirektion im Voranschlag 2023 1 VZÄ für eine Steuereinschätzerin/einen Steuereinschätzer gewährt wurde.

Die Revisorinnen und Revisoren, die mit der Veranlagung der Selbstständigerwerbenden beauftragt sind (22 VZÄ), gehen gleich vor. Bei nicht stichhaltig scheinender Buchhaltung können sie ausserdem eine Ermessensveranlagung basierend auf den Durchschnittswerten der betreffenden Branche durchführen. Die Revisorinnen und Revisoren der juristischen Personen (16 VZÄ) prüfen im Rahmen der Veranlagungsarbeiten die Buchhaltung der Betriebe und nehmen die notwendigen steuerlichen Aufrechnungen vor (insbesondere geldwerte Leistungen, nicht geschäftsmässig begründeter Aufwand). Sie können auch Kontrollen vor Ort durchführen. In diesen beiden Sektoren sind 22 bzw. 16 Revisorinnen und Revisoren mit der Veranlagung von 14 000 Selbständigerwerbenden und rund 15 600 juristischen Personen betraut.

Die tägliche Arbeit der Steuereinschätzerinnen und -einschätzer lässt sich ausserdem mit leistungsfähigen Informationssystemen unterstützen. Mit mehreren Grossprojekten für die KSTV liesse sich ihre Wettbewerbsfähigkeit trotz der stetig steigenden Zahl von Steuerpflichtigen gewährleisten. Die Software für die Veranlagung der natürlichen Personen wird derzeit im Hinblick auf die Prozessoptimierung überarbeitet und soll mit modernen Funktionalitäten für die Steuereinschätzerinnen und -einschätzer ausgestattet werden. Das Steuerregister der Steuerpflichtigen ist veraltet und muss vollständig überarbeitet werden. Zum jetzigen Zeitpunkt ist ein technologisches Update vorgesehen. Sobald es die finanziellen Mittel erlauben, soll das Register mit einer Verbesserung der Funktionalitäten modernisiert und mit den laufenden Entwicklungen und zukünftigen Anforderungen kompatibel gemacht werden. Mit der automatischen und halbautomatischen Veranlagung können sich die Steuereinschätzer/innen auf die problematischen und/oder komplizierten Code-Elemente der Steuererklärung konzentrieren. Dazu identifiziert die Software auf der Grundlage einer Risikoanalyse die Codes, die manuell kontrolliert werden müssen. Mit einer automatisierten Dossierzuweisung nach Komplexität liessen sich die Dossiers den erfahrenen Einschätzerinnen und Einschätzern zuweisen. Diese würden dann weniger Steuererklärungen bearbeiten, hätten aber mehr Zeit für die einzelnen Dossiers. Die Initiierung oder Entwicklung dieser Projekte hängt jedoch von den zugewiesenen IT-Budgets ab.

3.2. Nachbarkantone

Bern

Der Kanton Bern veranlagt 623 900 steuerpflichtige natürliche Personen[1]. Er gibt an, dass das gesamte Personal der zuständigen Dienststelle im Rahmen der ordentlichen Tätigkeit im weitesten Sinne zur Verhinderung von Betrugsrisiken beiträgt. Spezifisch sind 15 VZÄ für die Betrugsbekämpfung (Untersuchungen, Verfahren und Anzeigen an die Strafverfolgungsbehörde) bestimmt.

Genf

Im Kanton Genf veranlagt die Steuerverwaltung 318 900 (beschränkt und unbeschränkt) steuerpflichtige Personen, das heisst eineinhalbmal mehr als im Kanton Freiburg. Die Steuereinnahmen der natürlichen Personen im Kanton Genf fallen mit 4,847 Milliarden Franken jedoch viermal höher aus als im Kanton Freiburg (1,033 Milliarden Franken)[2]. Der Kanton Genf verfügt über 41,5 VZÄ zur Bekämpfung von Steuerbetrug. Die Kontrollstelle, die auf Anzeigen von Behörden oder Dritten hin tätig wird, umfasst 31,5 VZÄ, die Stelle für externe Kontrollen, die mit einem externen Audit-Service bei Unternehmen vergleichbar ist, umfasst 7 VZÄ,[3] und bei der Stelle für Regularisierungen, die sich mit der Bearbeitung der Selbstanzeigen befasst, sind 3 VZÄ für die Bearbeitung der Nachsteuer- und Steuerhinterziehungsfälle in Zusammenhang mit den Informationen aus dem automatischen Informationsaustausch zuständig.

Jura

Keine Antwort.

Neuenburg

Siehe oben unter Ziffer 1.2.

Tessin

Der Kanton Tessin hat keine Daten zur Betrugsbekämpfung im Steuerwesen geliefert.

Wallis

Der Kanton Wallis gibt nur allgemein an, dass die Kantonale Steuerverwaltung im Jahr 2022 über einen Personalbestand von insgesamt 180,3 VZÄ verfügt und ein Teil der Tätigkeiten dieser Dienststelle mit der Betrugsbekämpfung in Zusammenhang steht.

---

[1] Steuern Easy – Home – Steuern-easy.ch (steuern-easy.ch) (Zahlen 2020 und 2021).
[2] Steuern Easy – Home – Steuern-easy.ch (steuern-easy.ch) (Zahlen 2020 und 2021).
[3] Vergleichbar mit der Arbeit der Revisorinnen und Revisoren in den Sektoren Selbstständigerwerbende und Juristische Personen der KSTV.

Waadt
Keine Antwort.

4. Fazit

Der Staatsrat stellt fest, dass es sehr schwierig ist, objektiv und konkret zu ermitteln, wie viele VZÄ speziell für die Betrugsbekämpfung in den von den Postulanten genannten Bereichen eingesetzt werden, da die Betrugsbekämpfungsarbeit mehrheitlich von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern übernommen wird, bei denen diese nur einen Teil ihres Pflichtenhefts ausmacht.

Angesichts der ganz unterschiedlichen Organisation in den einzelnen Kantonen ist es zudem nicht möglich, einen aussagekräftigen Vergleich zwischen den Kantonen anzustellen. Zudem ist bei der Beurteilung der von den einzelnen Kantonen für die Betrugsbekämpfung eingesetzten Ressourcen grosse Zurückhaltung geboten, insbesondere im Hinblick darauf, dass die Ergebnisse ins Verhältnis zur Bevölkerungszahl des jeweiligen Kantons (Anzahl Steuerpflichtige) oder zur Zahl der von den betreffenden Personen bearbeiteten Fälle gesetzt werden müssen.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.